

# ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

## PAFC : un atelier pour élaborer les normes

**POUR** les conférenciers, il s'agira d'expliquer que la certification forestière est un instrument de marché qui permet de démontrer aux consommateurs de bois tropicaux qu'ils sont en train d'acquérir un matériau renouvelable, certifié durable à travers un schéma d'évaluation.

Georges-Maixent NTOUTOUME-NDONG  
Libreville/Gabon

**L**E premier atelier d'élaboration des normes de Certification forestière panafricaine sur le Bassin du Congo (PAFC BC) a débuté lundi à Libreville. Les échanges portent principalement sur la mise en place du bureau de coordination du forum (président, secrétaire et facilitateur), la validation par les membres du Forum de la procédure d'élaboration des normes qui devra être suivi tout au long

du processus d'élaboration des normes PAFC BC et, surtout, sur les documents de travail portant normes de certification PAFC BC aux fins d'analyses et de production de la première version des normes de gestion forestière, chaîne de contrôle et certification de groupe.

La certification est un instrument de marché qui permet de démontrer aux consommateurs de bois tropicaux qu'ils sont en train d'acquérir un matériau renouvelable, certifié durable à travers un schéma d'évaluation. Les participants à cet atelier sont essentiellement des experts sélectionnés et des observateurs admis par les organisateurs de l'atelier et ayant signé un engagement à suivre les règles établies pour la participation d'un observateur.

C'est l'Association technique internationale des bois tropicaux (ATIBT) qui est porteuse du projet "Mise en œuvre d'une approche régionale pour le dé-



Photo: Maixent Ntoutoume/L'Union

**Des participants devront valider la procédure d'élaboration des normes de certification.**

veloppement des systèmes de certification PAFC", démarré en juin 2019. Ce projet couvre le Cameroun, la République du Congo et le Gabon et a pour ambition de créer un schéma régional de certification basé sur les critères et exigences de PEFC,

tout en intégrant les besoins et spécificités du contexte du Bassin du Congo. L'ATIBT a pour but d'encourager la gestion durable des forêts du bassin du Congo. Il faut souligner que les normes de certification prennent en compte les populations vivant

dans les forêts. " C'est un point extrêmement important, puisque des représentants des peuples autochtones vont participer à l'élaboration des normes", a indiqué Benoît Jobbe-Duval, directeur général de l'ATIBT. Les travaux s'achèvent vendredi prochain.

## Regus pose ses valises au Gabon

MSM  
Libreville/Gabon

### TRAVAIL

**L**E leader mondial des espaces de travail flexibles, Regus international, s'est officiellement installé au Gabon. Son siège est situé au 3<sup>e</sup> étage de l'immeuble Serena Building à Libreville. L'Entreprise compte développer de nouveaux concepts de travail en partenariat avec l'Agence nationale de promotion des investissements du Gabon (ANPI-Gabon). À cet effet, le directeur régional Afrique de la société Regus international, Tarek Abou Zeinab, a eu, la semaine dernière, une séance de travail avec le secrétaire général du ministère de la Promotion des Investissements, des Partenariats Public-Privé, chargé de l'Amélioration de l'Environnement des

Affaires, Pierre-Marie Mboula, " La particularité de ce projet, c'est de permettre aux jeunes entrepreneurs de trouver facilement un endroit où ils peuvent avoir un bureau, un espace de travail, une assistance, un réseau international de partenaires sans avoir à investir dans les bureaux. C'est l'intérêt pour nous d'encourager ce type d'entreprise et de projet ", a expliqué Pierre-Marie Mboula. Le groupe Regus propose des espaces de bureau entièrement équipés, des solutions de domiciliation d'entreprises, des espaces de co working et des salles de réunion.

" Regus a pour vocation de mettre en place des bureaux connectés à travers le monde. Il représente plus de 3 000 entreprises à travers le monde. Nous voulons que le Gabon soit le hub au niveau de l'Afrique centrale ", a indiqué Tarek Abou Zeinab.

## RGA : sensibiliser les populations rurales

GMNN  
Libreville/Gabon

**L**E recensement général de l'agriculture (RGA), qui démarre dans quelques semaines, revêt une importance capitale pour les suites à donner au développement du secteur " vert " au Gabon. C'est ce qui a nécessité, du 11 au 20 novembre à Libreville, la mise en place des formations en communication à l'endroit des directeurs provinciaux de l'Agriculture, de la Pêche et des Eaux et Forêts de la province de l'Estuaire, dans l'optique de mieux sensibiliser la cible, c'est-à-dire les populations rurales.

Conduites par Claude Irma Assoumou, cheffe de la section Communication du RGA, les activités de cette mission ont été de former les directeurs provinciaux de Pêche, d'Agriculture, des Eaux



Photo: DR

**Les agents en charge du RGA lors d'une réunion préparatoire.**

& Forêts et leurs collaborateurs directs, afin qu'ils sensibilisent, à leur tour, les chefs de secteurs agricoles qui sont en contact permanent avec les populations rurales, d'une part, et d'harmoniser le plan d'affichage et distribution des supports et outils de communication dans les villages, d'autre part.

Le RGA a pour but de doter le Gabon d'un système intégré de statistiques agricoles capable d'aider à la conception et à la

définition des politiques agricoles adaptées et efficaces. Selon Mme Assoumou, les dernières statistiques dont le Gabon dispose datent de ...1973 !

Ce vaste projet a bénéficié d'un appui financier de 4 milliards de francs de la Banque mondiale, dans le cadre de la Stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS) et de l'appui technique de l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO).